

INTERVIEW

Pas de chronomètre en main

Chercher à traiter la question du référendum sur le traité constitutionnel de manière objective constitue une opération délicate pour les médias. Nous nous sommes entretenus avec le rédacteur en chef de Radio-RTL.

woxx: Comme toutes les élections, un référendum est un sujet sensible à traiter, surtout pour un grand média comme RTL. Puisque le cahier des charges auquel vous êtes soumis est assez flou, vous êtes-vous doté-e-s d'une règle interne pour assurer un certain équilibre?



Marc Linster

Marc Linster: Nous avons décidé de donner la parole aussi bien aux partis représentés à la Chambre - parmi lesquels quatre sont favorables à la constitution - qu'à ceux qui n'y sont pas, comme déi Lénk et le KPL. Cela vaut aussi pour le Comité pour le Non, ainsi que pour d'autres personnalités opposées au traité. Mais nous n'allons pas pour autant veiller à l'équilibre le chronomètre en main. Nous devons

aussi nous orienter en fonction de l'actualité.

Vous n'allez donc pas retracer les temps de parole accordés aux uns et aux autres?

Non. De toute manière, je pense que nous accordons les temps de parole de manière assez équilibrée. Pour l'instant, nous n'avons reçu aucune plainte de quelque côté que ce soit.

Il y a pourtant des voix dans les deux camps qui accusent RTL de faire le jeu de la partie adverse. Dans l'émission "Dir hutt d'Wuert" du 27 avril, Marco Goetz était beaucoup plus sévère à l'égard des tenant-e-s du non ...

Nos journalistes ont évidemment chacun leur propre opinion à ce sujet. Ils peuvent d'ailleurs le faire savoir dans leurs commentaires. Ce fut par exemple le cas de Marco Goetz en faveur du oui et de Francine Closener en faveur du non. Concernant nos reportages et la couverture de l'actualité, je pense qu'on ne peut pas nous reprocher de les traiter différemment des autres sujets. Nous tentons toujours d'illustrer le pour et le contre. Si le gouvernement, un parti ou une autre entité s'exprime en faveur de la constitution, nous allons couvrir le sujet. Les partisans du non seront logés à la même enseigne. D'ailleurs, un débat controversé est beaucoup plus intéressant d'un point de vue journalistique. C'est pourquoi nous avons prévu d'organiser une dizaine de face-à-face pour les deux semaines qui précéderont le référendum.

Jean-Claude Juncker dit n'avoir entendu ces derniers temps que des opposants au traité constitutionnel.

Cette impression est due à l'actualité. Les résultats des référendums français et hollandais ont contribué à une plus forte manifestation publique des opposants à la constitution.

Existe-t-il également un débat controversé au sein de votre rédaction?

Nous n'avons pas réalisé de sondage interne, mais nous comptons un certain nombre de partisans très clairs du oui. D'autres penchent en revanche pour le non. Mais il ne m'est pas possible d'en dégager une tendance lourde étant donné que je n'ai pas posé la question à l'ensemble de la rédaction.

En France, les grands médias ont fortement été critiqués pour leur soutien à peine voilé pour le oui. Le 29 mai, ils n'ont pourtant pas été suivis. Leur attitude est-elle désormais associée à l'arrogance du pouvoir en place?

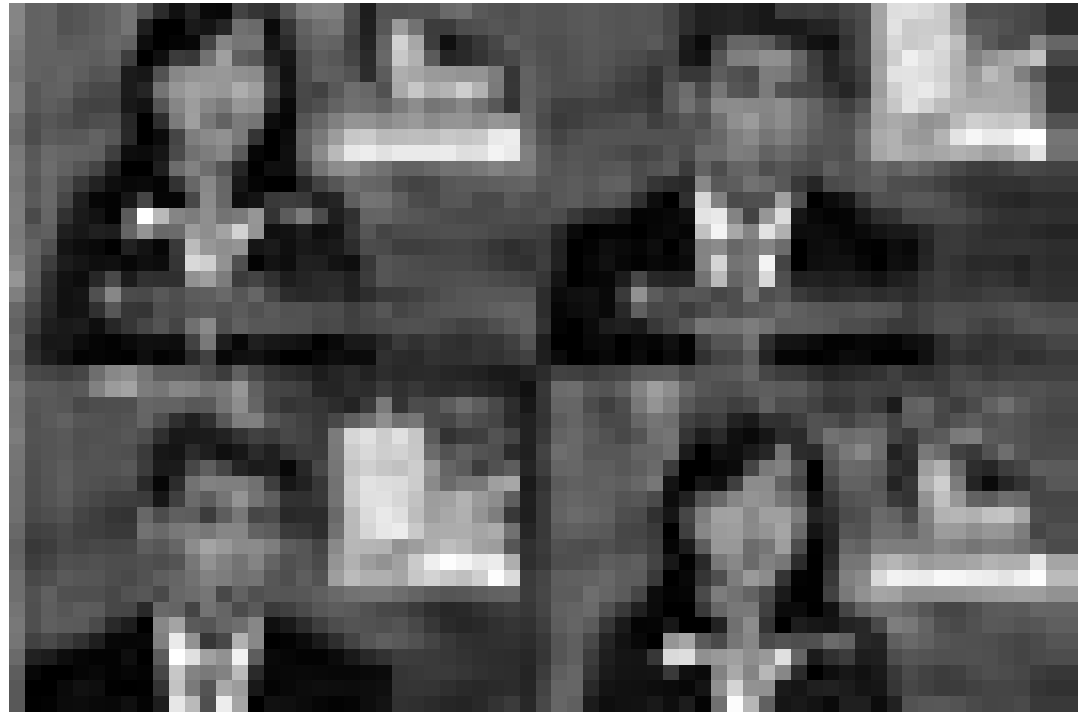
Il se peut que les gens les associent aux élites. Je pense néanmoins qu'un journal a tout à fait le droit d'exposer son opinion. Personne n'est obligé de s'y rallier. Concernant la France, je ne suis pas d'avis que les médias aient joué un rôle majeur. Les Français n'ont pas puni les médias, mais leur classe politique.

Entretien: David Wagner

Journaliste, Marc Linster a débuté sa carrière radiophonique à Radio-RTL en 1984. Après un passage de 18 mois à la Radio socio-culturelle en 1999, il est retourné à RTL-Radio pour en devenir le rédacteur en chef.

CONSTITUTION EUROPEENNE

Médias embrigadés?



Nos vedettes du petit écran savent-elles différencier l'information du commentaire?

En France, les grands médias ont vainement tenté de matraquer l'opinion publique en faveur du traité. La presse luxembourgeoise cède-t-elle également aux sirènes du oui?

A quelques semaines du référendum en France, l'émission "Arrêt sur images" du 12 mai a quelque peu secoué les esprits dans le monde médiatique. Posant la question "Les médias sont-ils neutres?", les responsables démontraient, images à l'appui, qu'en matière de référendum, le journalisme des chaînes publiques était loin de ses prétentions de neutralité. Ainsi, non seulement les temps de parole étaient plus favorables au "oui", mais aussi les explications d'expert-e-s et les informations diffusées laissaient sous-entendre une position en faveur du Traité. Dans les débats télévisés, le ton de certain-e-s journalistes vis-à-vis de leurs invité-e-s était complaisant, provoquant ou agressif selon qu'il s'agissait de partisans du oui ou du non. Suite aux protestations de personnalités et de journalistes contre cette discrimination des adeptes du non, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a pris position: il a confirmé qu'au niveau des temps de parole, 59,2 pour cent étaient revenus aux voix du oui.

intention, mais pas nécessairement neutre si une journaliste constate dans le journal télévisé du 30 mai, après le non des Français-es: "Europa huet eng zolidd gewéitscht kritt." Ou si le 100,7 ouvre son journal radio du 1er juin avec les mots suivants: "Nom Neen a Frankräich gëtt nach eemol en negativt Resultat gefaart." Par contre, que penser des commentaires de l'animateur de l'émission "Dir hutt d'Wuert" du 27 avril, qui cuisine les adeptes du non alors qu'il se montre plutôt complaisant face aux fans du oui?

Contrairement à la France, le Luxembourg ne dispose pas de véritable organe de contrôle des médias. Il existe certes le Conseil national des programmes, chargé d'émettre des avis relatifs au traitement de l'actualité audiovisuelle. Mais étant donné qu'il ne peut quasiment jamais se saisir lui-même et qu'il ne dispose que de faibles moyens matériels, son champ d'action est particulièrement restreint. De toute façon, le mépris notoire qu'affiche RTL envers cet organisme ne fait qu'amplifier son image d'impuissance.

Tous d'accord?

La vie est plus facile pour la presse écrite, qui contrairement à RTL et 100,7 n'a pas une mission de service public, et qui peut donc s'exprimer ouvertement sur les bienfaits et méfaits du Traité. Mais encore faut-il que les rédactions se positionnent par rapport à la question. Les journalistes sont-ils libres de manifester leurs opinions personnelles, ou doivent-ils suivre une ligne éditoriale à ce sujet? A lire un grand journal comme le Wort, on constate qu'il n'est pas toujours aisé de faire la part des choses entre information et commentaire. Ainsi, dans le cadre de la série "Eine Verfassung für Europa", un Laurent Zeimet publie sa vue des choses sous le titre "Luxemburg braucht Europa: großer Nut-

zen für ein kleines Land" ou présente une interview avec Jacques Santer sous le leitmotiv "Vorteile für Luxemburg".

Le corps journalistique serait-il donc unanime sur la question ou pencherait-il du moins en faveur du oui? "Les journalistes suivent la question européenne depuis longtemps", analyse Danièle Fonck, co-rédactrice en chef du Tageblatt. Et de poursuivre "qu'ils connaissent la complexité du dossier en ayant appris à peser le pour et le contre." D'où, en déduit Danièle Fonck, "un soutien largement majoritaire à la constitution au sein de la rédaction." Invité cette semaine au Luxembourg pour une conférence sur les médias, le directeur du Monde diplomatique, Ignacio Ramonet, est beaucoup plus sévère: "Les journalistes ne sont plus formés, ils sont 'formatés' aux idées dominantes. Ils se contentent de reproduire ce qui se fait."

Dans cette logique, une hypothétique pression de la part des éditeurs n'aurait pas lieu d'être, puisque devancée par les journalistes eux-mêmes. "Aucun journaliste ne s'est plaint de quelque pression qui soit", note pour sa part Jean-Claude Wolff, président du Syndicat des Journalistes Luxembourg.

Des opinions préfabriquées

Mais peut-on comparer le paysage médiatique français à celui du Grand-Duché? Rien n'est plus sûr. A l'instar de la haute administration et des hommes et femmes politiques de premier plan, les journalistes hexagonaux empruntent souvent un parcours de formation similaire. L'ouvrage d'Ariane Chemin, "La Promo Sciences-Po", illustre d'ailleurs cet inceste politico-médiatique.

Au Luxembourg, il semble que la preuve d'un matraquage médiatique ne soit pas si évidente à établir. Si Jean-Claude Juncker est dans son rôle lorsqu'il estime "ne voir à la télévision que des tenants du non", il est intéressant d'entendre de la part de Jürgen Stoldt, responsable du mensuel Forum, que RTL "encourage les opposants à la constitution". André Kremer du Comité pour le Non ne partage pas cet avis: "Ce n'est pas parce que nous avons eu quelques tribunes concentrées sur deux, trois jours, que nous serions favorisés." Les deux hommes sont néanmoins d'accord pour pointer du doigt l'attitude du gouvernement, dont la campagne est toute autre qu'objective.

Reste à savoir si la volonté à peine voilée du gouvernement de marginaliser le non ne risque pas, justement, d'apporter de l'eau au moulin de ce dernier. Hypothèse valable pour André Kremer: "Je rencontre plein de gens agacés qui veulent voter non par réflexe démocratique. Ils en ont marre de se voir imposer des choix."

David Wagner

Informations supplémentaires:
www.acrimed.org



Dans notre série sur le référendum, nous analysons cette fois-ci la manière dont les médias traitent le sujet. Sont-ils objectifs ou ont-ils déjà choisi leur camp?